

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

1 an	120.00
6 mois	65.00
3 mois	35.00
15 jours	10.00

REDACTION ANNONCES

ROUBAIX	50 à 71, Grande-Rue, Tél. 927.92, 927.93, 927.94.
TOULOUSE	24, rue Carnot, Tél. 97.
LILLE	3, rue Faidherbe, Tél. 609.81.
PARIS	15, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 06.60.
BRUXELLES	105, rue de la Station, Tél. 6.44.

CHRONIQUE POSTALE

Visitez la BELGIQUE
au moyen de
Cartes de Circulation
de 5 et de 15 jours
comportant
des réductions considérables
sur les prix ordinaires
OFFICE DES CHEMINS
DE FER BELGES
14 rue de la Chapelle
— PARIS —

BILLET PARISIEN

LA GRANDE-BRETAGNE DEVANT LES PRÉOCCUPATIONS FRANÇAISES

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)
PARIS, 20 MARS (Midi).
Le Gouvernement britannique a demandé au Cabinet de Paris de préciser certains points de la note française relative au désarmement. On sait que la position de la France reste invariable devant le problème de la réduction des forces militaires. Nous ne pouvons supprimer un seul fusil ou une seule mitrailleuse avant que des garanties supplémentaires nous soient données. Comment l'opinion anglaise — et, en premier lieu, l'opinion des milieux gouvernementaux — a-t-elle réagi à cette demande si peu compatible avec les conceptions internationales, mais qui ne peut la surprendre? Des premières informations venues d'outre-Manche, il ressort que l'accueil fait à la note française n'est pas aussi mauvais qu'on pouvait le craindre. La Grande-Bretagne commence à se rendre compte que les inquiétudes et les réticences françaises ne sont pas injustifiées. Les extrêmes de Rome ont montré que, contrairement à certaines nouvelles inexactes, l'Italie fasciste n'a pas renoncé à défendre la cause des nations travaillées par le désir d'accroissement territorial. Si l'Italie cherche à maintenir l'Autriche dans une position d'indépendance à l'égard de l'Allemagne, elle n'en continue pas moins à proclamer que la distinction entre vainqueurs et vaincus doit être définitivement abolie. Au surplus, l'opinion allemande, après avoir d'abord éprouvé quelques craintes au sujet de la Conférence de Rome, est maintenant rassurée. Le contenu même des protocoles de cette conférence est de nature à l'apaiser: n'y énumèrent-ils pas des raisons qui l'Allemagne de ne pas s'en inquiéter?
Certes, les solutions adoptées à Rome sont jugées incomplètes par l'opinion germanique qui ne peut concevoir d'équilibre durable sans la triomphale pan-germanisme, mais, dans la mesure où elles affaiblissent l'influence de la Petite Entente — et, par voie indirecte, l'influence française — elles ne peuvent qu'être bien accueillies à Berlin.
Pour les Anglais qui réfléchissent, ces faits ne peuvent être dépourvus de toute signification. Ils doivent leur montrer le danger qui menace l'équilibre politique établi de la paix européenne. Les justes préoccupations de la France ne peuvent qu'être partagées par ceux qui savent les véritables dispositions des peuples turbulents.

Un message radiophonique de M. Doumergue au peuple français

Paris, 20 mars. — M. Doumergue lancera par T.S.F., vraisemblablement samedi soir, un message au peuple français.
Le président du Conseil entretiendra ses auditeurs, pendant cinq ou dix minutes, de la situation générale.

M. Roger Langeron prend possession de ses nouvelles fonctions de préfet de police



Après avoir pris ses fonctions M. LANGERON, nouveau préfet de police, a défilé, mardi matin, sous les yeux des gardiens de la paix morts pour la France.

LETTRE DE BRUXELLES

Le socialisme aux mains des puissances d'argent

(De notre correspondant particulier.)
BRUXELLES, 20 MARS 1934.
La question des modalités de secours des puissances d'argent à un Parti socialiste n'est pas encore réglée. L'écho s'en continue. Le chiffre de 300 millions n'est même pas encore arrêté. Mais les milieux politiques s'en préoccupent vivement. On se demande notamment si le Gouvernement a le droit d'investir la fortune publique dans des organisations de parti et ce qu'il adviendrait si les autres partis faisaient la même demande.
On attend du Gouvernement qu'il traite cette question au grand jour et non à l'autonome. Comme il s'agit du bien commun, le Gouvernement, aux prises avec un déficit budgétaire, peut-il s'engager pour des centaines de millions dans des affaires spéculatives? Il est certain que des complications lui seront demandées, soit à la Chambre, soit au Sénat.
La presse socialiste garde le silence le plus absolu sur cette situation. Le P.E.U.S. a publié sur celle-ci un très court extrait, dans lequel il a oviné les déclarations faites. Mais, dans son désir de ne pas laisser soupçonner aux ouvriers que leurs chefs en étaient réduits à demander secours aux banques capitalistes et au Gouvernement du « bloc des Droites », il a publié une phrase malencontreuse qui a manqué de faire chavirer toute l'affaire. En effet, le P.E.U.S. écrit que l'opinion donnera à la Banque du Travail une vitalité nouvelle conforme à la conception du P.O.B. Les ouvriers socialistes, en lisant ces mots, devaient s'imaginer que leur programme restait sauve et qu'ils allaient pouvoir marcher à l'aide de la conquête du pouvoir, comme leurs chefs le leur ont dit à jet continu.
La réalité est tout autre. Le Gouvernement, la Caisse d'Épargne, les banques qui sont appelés au secours du socialisme, n'entendent pas du tout l'opération de cette façon. Ce n'est pas pour soutenir la conception du Parti socialiste qu'ils veulent lui donner deux ou trois cents millions. Ils considèrent le socialisme comme un danger public, qui apparaît dévastateur, ajoutant au danger d'épargne envahisseur. Ce n'est point pour faire vivre ce danger, mais pour l'annihiler et l'empêcher de nuire davantage que l'intervention officielle se fera. Ainsi, elle pourra sauver l'épargne des petites gens, mais non la révolution.
Plusieurs chefs socialistes refusent de s'impliquer devant cette situation, qu'ils jugent incompatible avec leur programme et avec leur passé. Et si M. Spaak, député socialiste de Bruxelles, fidèle à l'esprit révolutionnaire, continue à publier son journal, malgré la volonté des autres chefs socialistes et celles que soient les conséquences qui s'ensuivent à pareille débâcle, ce n'est certes pas parce que M. Spaak est d'accord sur les démarches de son parti pour donner aux puissances d'argent « droit de regard et d'hypothèque sur les banques, coopératives, syndicats et maisons du peuple. »

Le discours de M. Bourgeois

Au Sénat, M. Bourgeois a prononcé un discours dont voici les principaux passages:
« Les provinces s'apprêtent à se débarrasser de la tâche immense qu'il leur a imposée de passer de la situation de la France, sous peine de voir notre nation rouler dans la chaos, le pays tout entier devant se ranger, avec un calme fait de résignation, mais de courage, derrière vous, qui êtes pour nous, à l'heure présente, l'incarnation de la probité, du dévouement et du patriotisme. »
Après une carrière exceptionnelle, après avoir exercé les plus hautes fonctions de l'Etat, vous êtes redevenu simple citoyen et vous goûtez l'heureuse paix du sage au sein de la nature.
« Noudais, on est venu vous dire: — La France a besoin de vous. — Tel Cincinnatus, abandonnant le charnu pour servir la République romaine, vous êtes venu. »
Vous avez, le jour de votre arrivée à Paris, mesuré à la cadence et l'espoir que la France mettait en vous.
Vous avez mesuré aussi, M. le Président, le rayonnement, la puissance de votre voix.
Depuis des années, des hommes, dressés les uns contre les autres, s'acharment à se combattre et à s'abîmer, leurs armes. Ils sont demeurés silencieux et vous avez pu signaler le Gouvernement de trêve, d'union et de salut, qui était la chance suprême de ce pays.
Or, à cette heure dramatique de notre histoire, vous disposez d'un immense crédit, d'une autorité incontestée et incontestable. Au-dessus des partis, vous que vous a accordés le Parlement, vous avez les pleins pouvoirs que vous ont offerts spontanément l'espoir et la foi de tout un peuple.
« Monsieur le Président, mes chers confrères, il y a dans la vie d'une nation des heures pathétiques, ordinairement des heures d'épreuve, où la nation éprouve le besoin d'incarner ses espérances et ses rêves dans un homme. Ainsi pour Georges Clemenceau, au tournant dramatique de 1917. Pour le président Poincaré, aux heures difficiles de 1928. Aujourd'hui, M. le Président, cet homme c'est vous. Dans votre langage direct et sobre, dans vos actes simples et fermes, la France s'est reconnue. Vous incarnez ses rêves et ses espoirs: justice, paix, travail. »
« Vous vous adressez à répondre à vos attentes, à vos prières, à vos divisions, à apaiser ses querelles, à poursuivre la réalisation de cette union à laquelle la consigne le grand et bel exemple de votre sagesse, de votre dévouement et de votre patriotisme. »

M. Doumergue brosse le tableau de la tâche immense qu'il veut réaliser

« Je ne sais plus ce que c'est qu'un parti. Je l'ai oublié », dit-il.
Paris, 20 mars. — M. Gaston Doumergue, président du Conseil a présenté aujourd'hui le déjeuner mensuel des grands quotidiens régionaux, entouré de MM. Bourgeois, directeur de la Petite-Orléans, président; Marcel Goussouthou, directeur général de la Petite-Orléans, président fondateur; Marchandou, directeur de la « Revue de l'Est » et des directeurs de tous les grands journaux de province.
Il a d'abord, en même temps, été administrateur d'un journal dont je vois le distingué directeur près de moi. Je me sens par conséquent en famille, je remercie votre président d'avoir été chargé de la tâche. Il a fait mon discours. Je ne saurais mieux dire tout ce que je pense, tout ce que je désire, le but que je voudrais pouvoir atteindre. Il vous les a indiqués. Il ne reste qu'à trouver les moyens de réaliser le programme si bien précisé.
Je ne me dissimule point les difficultés, elles ne sont pas pour me décourager, elles me donneront au contraire plus de cœur à l'ouvrage. J'ai été confus des éloges que ce discours costumé à mon égard. Ce que j'ai fait est très simple, j'ai répondu à un appel auquel il n'était pas possible de résister. On m'a dit que l'éminent républicain de Paris, que la guerre civile était près d'éclater et on a ajouté que si je ne répondais point à l'appel qui m'était fait, le mal avait sans doute le lendemain plus grand qu'il n'avait été la veille. J'ai pris le premier train, je suis arrivé à Paris sans savoir ce qu'il y était passé.
(Lire la suite page 2.)

SUZY VERNON L'EMPORTERA-T-ELLE?



Quelques photos prises dans la salle de dépeuplement où les huissiers procèdent aux opérations de comptage.

M. Doumergue brosse le tableau de la tâche immense qu'il veut réaliser

« Je ne sais plus ce que c'est qu'un parti. Je l'ai oublié », dit-il.
Paris, 20 mars. — M. Gaston Doumergue, président du Conseil a présenté aujourd'hui le déjeuner mensuel des grands quotidiens régionaux, entouré de MM. Bourgeois, directeur de la Petite-Orléans, président; Marcel Goussouthou, directeur général de la Petite-Orléans, président fondateur; Marchandou, directeur de la « Revue de l'Est » et des directeurs de tous les grands journaux de province.
Il a d'abord, en même temps, été administrateur d'un journal dont je vois le distingué directeur près de moi. Je me sens par conséquent en famille, je remercie votre président d'avoir été chargé de la tâche. Il a fait mon discours. Je ne saurais mieux dire tout ce que je pense, tout ce que je désire, le but que je voudrais pouvoir atteindre. Il vous les a indiqués. Il ne reste qu'à trouver les moyens de réaliser le programme si bien précisé.
Je ne me dissimule point les difficultés, elles ne sont pas pour me décourager, elles me donneront au contraire plus de cœur à l'ouvrage. J'ai été confus des éloges que ce discours costumé à mon égard. Ce que j'ai fait est très simple, j'ai répondu à un appel auquel il n'était pas possible de résister. On m'a dit que l'éminent républicain de Paris, que la guerre civile était près d'éclater et on a ajouté que si je ne répondais point à l'appel qui m'était fait, le mal avait sans doute le lendemain plus grand qu'il n'avait été la veille. J'ai pris le premier train, je suis arrivé à Paris sans savoir ce qu'il y était passé.
(Lire la suite page 2.)

M. Doumergue brosse le tableau de la tâche immense qu'il veut réaliser

« Je ne sais plus ce que c'est qu'un parti. Je l'ai oublié », dit-il.
Paris, 20 mars. — M. Gaston Doumergue, président du Conseil a présenté aujourd'hui le déjeuner mensuel des grands quotidiens régionaux, entouré de MM. Bourgeois, directeur de la Petite-Orléans, président; Marcel Goussouthou, directeur général de la Petite-Orléans, président fondateur; Marchandou, directeur de la « Revue de l'Est » et des directeurs de tous les grands journaux de province.
Il a d'abord, en même temps, été administrateur d'un journal dont je vois le distingué directeur près de moi. Je me sens par conséquent en famille, je remercie votre président d'avoir été chargé de la tâche. Il a fait mon discours. Je ne saurais mieux dire tout ce que je pense, tout ce que je désire, le but que je voudrais pouvoir atteindre. Il vous les a indiqués. Il ne reste qu'à trouver les moyens de réaliser le programme si bien précisé.
Je ne me dissimule point les difficultés, elles ne sont pas pour me décourager, elles me donneront au contraire plus de cœur à l'ouvrage. J'ai été confus des éloges que ce discours costumé à mon égard. Ce que j'ai fait est très simple, j'ai répondu à un appel auquel il n'était pas possible de résister. On m'a dit que l'éminent républicain de Paris, que la guerre civile était près d'éclater et on a ajouté que si je ne répondais point à l'appel qui m'était fait, le mal avait sans doute le lendemain plus grand qu'il n'avait été la veille. J'ai pris le premier train, je suis arrivé à Paris sans savoir ce qu'il y était passé.
(Lire la suite page 2.)

M. Armand Guillon, nouveau préfet du Nord est arrivé à Lille mardi après-midi

M. Armand Guillon, le nouveau préfet du Nord qui succède à M. Roger Langeron, nommé préfet de police, est arrivé mardi après-midi à 16 h. 30 à Lille.
Le nouveau préfet du département qu'accompagnait Mme Guillon a fait en voiture la route de Verailles — il avait été nommé préfet de Seine-et-Oise il y a un mois et demi — à Lille.
M. Guillon s'est arrêté de bonne grâce, à se déceinte de voiture, à l'interview que nous lui avons demandée. Après que M. Roger Verloome, secrétaire général du Nord, eut accueilli le nouvel administrateur du département, M. Guillon nous a entre-tenu de son voyage; il était parti à 11 h. de Verailles, déjeuna à Péronne pour, de là, accomplir d'une traite la fin du parcours.
Avec une extrême affabilité, il a refait pour nous le tableau de sa carrière, carrière dont il connaît particulièrement les cadres, ayant été plus de deux ans à la direction générale du personnel au ministère de l'Intérieur.
M. Guillon nous conta ainsi avec quel plaisir il s'était adonné à la direction de l'Office d'Hygiène sociale de la Seine dont il est, en quelque sorte, le créateur.
C'est à cette époque, qu'il eut l'occasion de visiter notre département et se rendant au sanatorium de Zuyd-coote.
Cette attention qu'il marqua aux œuvres sociales, M. Guillon ne s'en est départi ni dans le Tern-et-Garonne, ni à Toulouse où, tour à tour, l'appela ensuite la carrière préfectorale.
Il a été récemment nommé préfet de Reims.



M. GUILLON, LE NOUVEAU PRÉFET DU NORD (Photo de J. de Ha.) dans son cabinet de travail, quelques instants après son arrivée à Lille. A ses côtés: M. ROGER VERLOOME, secrétaire général du Nord.

Mort de la reine mère de Hollande

La Haye, 20 mars. — La reine mère Emma de Hollande est décédée mardi matin, à 7 h. 45, en présence de la reine Wilhelmine, du prince de Waldeck et de la princesse Juliana.
Le prince consort avait quitté l'Hollande malade quelques instants avant sa mort.
La reine mère était née princesse de Waldeck et l'irmsot, le 2 août 1858, à Arolsen. Elle avait épousé le 7 juillet 1870, à La Haye, le roi Guillaume III des Pays-Bas.
Des qu'il a appris le décès de la reine douairière des Pays-Bas, M. L. Barthou, ministre des Affaires étrangères, a chargé M. Lozé, consul général de France, d'exprimer à M. Londen, ministre des Pays-Bas à Paris, les condoléances du gouvernement de la République.
En outre, M. Barthou a prié le ministre de France à La Haye, de faire part au gouvernement royal de la vive sympathie du gouvernement de la République.

Un mécanicien et son aide, rendus responsables d'un accident de chemin de fer, sont condamnés à mort.. en Russie

Moscou, 20 mars. — Les responsables de la catastrophe de chemin de fer qui s'est produite le 4 mars, près de Moscou, le mécanicien Dedouline et son aide Tchikov, ont été condamnés à mort. Les trois autres inculpés ont été condamnés à différentes peines de prison.

Le tirage de la huitième tranche de la Loterie nationale a eu lieu hier

Le numéro 75.033 de la série V gagne CINQ MILLIONS.

Gagnent chacun UN MILLION les numéros suivants:

73.752	Série J	01.100	Série M
53.778	Série M	44.244	Série M
64.814	Série J	29.254	Série U
05.330	Série L	93.511	Série M
86.789	Série B	74.615	Série R
36.617	Série G	69.553	Série B
36.626	Série A	08.989	Série J
50.541	Série U		

Le numéro 12.616 gagne 500.000 fr. dans chaque série.

DANS TOUTES LES SÉRIES:

Les numéros se terminant par 6.800 gagnent 100.000 fr.
5.863 gagnent 50.000 fr.
819 gagnent 10.000 fr.
0 gagnent 200 fr.

LES VAINQUEURS DES SIX JOURS DE PARIS

PIJNENBURG et WALS (17^e France Presse) qui ont brillamment gagné les Six Jours cyclistes de Paris.